

Indirect Tax news

Plan d'action de la Commission européenne en matière de TVA : « Vers un espace TVA unique dans l'Union »

Le 7 avril 2016, la Commission a adopté un plan d'action en matière de TVA qui fait le point sur les initiatives récentes et en cours. Afin de lever les obstacles liés à la TVA entravant le commerce électronique au sein du marché unique, une proposition législative sera présentée d'ici fin 2016. Des mesures visant à lutter contre la fraude (avec pour objectifs, l'amélioration de la coopération administrative au sein de l'Union et avec les pays tiers, des administrations fiscales plus efficaces,...) et des mesures de simplification en faveur des PME devraient être prises.

Une proposition législative relative à un système de TVA définitif pour les échanges transfrontaliers fondé sur le principe de la taxation dans le pays de destination des biens avec la perception de la taxe dans le pays d'origine et l'extension du guichet unique pour les ventes de biens B2B devrait être présentée en 2017. La Commission réfléchit également sur la politique des taux réduits à appliquer dans le cadre de ce nouveau régime.

Notre conférence du 2 juin prochain sera consacrée à ce sujet.

Conseil d'État 13 avril 2016, n°365173 et 365172, « Air France-KLM » / « Brit Air » – Contrat de transport et assujettissement à la TVA

Le litige portait sur l'assujettissement à la TVA des billets non échangeables, devenus périmés à la suite de la non-présentation des clients à l'embarquement et, des billets échangeables inutilisés dans le délai de leur validité. Air France ne reversait pas au Trésor Public la TVA afférente à ces billets.

Le Conseil d'État reprend la position de la CJUE et rappelle que la TVA est exigible même si la prestation n'a pas encore été effectuée, si tous les éléments pertinents du fait générateur, c'est-à-dire de la future prestation, sont déjà connus et donc en particulier qu'au moment du versement de l'acompte, les biens ou les services sont désignés avec précision. Le Conseil d'État considère que le fait générateur de la prestation acquise par le passager est constitué par la réalisation effective du voyage **ou par l'expiration des obligations contractuelles du transporteur aérien.** L'exigibilité de la TVA est quant à elle constituée par l'encaissement du prix par l'opérateur en charge de la réalisation de la prestation de transport.

S'agissant de la nature de l'obligation née du contrat, le Conseil d'État confirme que l'obligation née du contrat de transport consistait à donner au passager le droit d'être transporté, exerçable à sa convenance pendant un an et ne constitue pas une obligation distincte au titre de la réservation du billet et du transport lui-même.

Enfin, s'agissant de la nature du prix payé par le passager défaillant, celui-ci ne vise pas à indemniser un préjudice. Le Conseil d'État indique que le passager ne pouvait être regardé comme ayant résilié le contrat que dans le cas où il aurait exercé sa possibilité de se dédire d'un contrat de transport remboursable.

CAA Douai 15 mars 2016, n° 14A00505, « société PetO Ferrymasters LTD » – Établissement stable

Une société française a été regardée comme l'établissement stable d'une société établie hors de France, s'agissant de son activité de transport maritime international réalisée au profit de clients français. La CAA a en effet considéré que cette activité était réalisée à partir de France, et que le rattachement de cette activité au siège de la société au Royaume-Uni aurait conduit à une solution qui n'était pas rationnelle du point de vue fiscal. C'est ainsi que la société française a été considérée comme constituant une structure permanente et apte, compte tenu de ses effectifs et de ses moyens matériels et logistiques, à réaliser de manière autonome l'ensemble des prestations de services. La CAA a donc estimé que c'était à bon droit que l'Administration avait estimé qu'au regard des principes régissant la territorialité de l'assujettissement à la TVA, la société requérante disposait d'un établissement stable en France et qu'il y avait lieu d'y rattacher les prestations de services en cause. À cet égard, la CAA relève que si la société requérante soutenait que les rappels qui lui avaient été notifiés étaient constitutifs d'une double imposition incompatible avec le principe de neutralité de la TVA, en faisant valoir que ses clients français auraient déjà acquitté la TVA selon le mécanisme de l'autoliquidation, la requérante n'apportait aucun élément permettant d'établir que les opérations concernées par les rappels de TVA auraient déjà été soumises à celle-ci dans les conditions précitées. **La question de la nature des éléments de preuve qui auraient pu être admis demeure ouverte.**

Comité TVA – 106^e réunion – Working papers

Les *Working papers* concernent notamment les sujets suivants : options découlant des articles 80, 167 bis, 199 et 199 bis de la directive 2006/112/CE, **preuves requises pour l'exonération d'opérations intracommunautaires, services électroniques** (étendue de la notion de services fournis par voie électronique, notion « d'intervention humaine minimale » et présomption posée par l'article 9(a) du règlement), **traitement des exportations de biens après leur transformation dans un autre État membre.**

Pour plus d'informations : <https://circabc.europa.eu/w/browse/34e01c3d-0256-4bf1-af3a-87aaadc1c8cf>

Livraisons à soi-même et régularisations – Mise à jour du BOFiP

L'administration fiscale a mis à jour, au cours du mois de mars 2016, ses commentaires dans la base BOFiP suite à la réforme des règles régissant les livraisons à soi-même induite par la loi de simplification de la vie des entreprises du 20 décembre 2014.

Contacts

Michel Guichard
Email : mguichard@taj.fr

Odile Courjon
Email : ocourjon@taj.fr

Bertrand Jeannin
Email : bjeannin@taj.fr

William Stemmer
Email : wstemmer@taj.fr

Nicolas Kazandjian
Email : nkazandjian@taj.fr

Anne Gerometta
Email : agerometta@taj.fr

Vanessa Irigoyen
Email : virigoyen@taj.fr

Marie Manuelli
Email : mmanuelli@taj.fr

Delphine Nicault
Email : dnicault@taj.fr

Mélanie Michenot
Email : mmichenot@taj.fr

Indirect Tax news

The European Commission's VAT action plan: "Towards a single EU VAT area"

On 7 April 2016, the Commission adopted its VAT action plan, which takes stock of recent and ongoing initiatives. In order to remove the VAT-related obstacles impeding e-commerce within the single market, a legislative proposal will be submitted by the end of 2016. Measures aimed at combatting fraud (by improving administrative cooperation within the EU and with countries outside the EU, increasing the tax authorities' effectiveness, etc.) as well as simplification measures in favour of SMEs should be implemented.

A legislative proposal concerning a definitive VAT system for cross-border trade based on the taxation in the country of destination of the goods, with the payment of tax in the country of origin, and on the extension of the one-stop shop to B2B sales of goods should be presented in 2017. The Commission is also considering the policy of VAT reduced rates to be applied within this new regime.

Our upcoming conference on 2 June will be dedicated to this topic.

Air France-KLM / Brit Air (Conseil d'État, 13 April 2016, n°365173 and n°365172) – Contract of transport – Scope of VAT

The litigation concerned the application of VAT to non-exchangeable airline tickets which had expired by virtue of the non-attendance of the customer at the point of embarkation, as well as to exchangeable tickets which remained unused at the end of their period of validity. Air France did not account for VAT in respect of sales of such tickets.

The Conseil d'Etat followed the position of the CJEU and repeated that VAT is due even when the transaction has not yet been performed, if all the elements relevant to the chargeable event (i.e. the future service) are already known and, in particular, that at the time of the advance payment, the goods and services are precisely determined. The *Conseil d'Etat* considered that the chargeable event relating to the service received by the passenger consists of the actual performance of the transport **or of the expiration of the air carrier's contractual obligations**. As for the tax point, this occurs upon receipt of the payment of the price by the operator in charge of carrying out the transport service.

In respect of the nature of the obligation created by the contract, the *Conseil d'Etat* confirmed that the obligation created by a contract of transport entitles the customer to the right to be transported, exercisable at a time of his choosing for a one year period, and does not constitute a distinct obligation in respect of the reservation of the ticket or the transportation itself.

Finally, in terms of the nature of the payment made by the "no show" passenger, this is not aimed at compensating a loss. The *Conseil d'Etat* noted that the customer cannot be considered as having cancelled the contract where he had exercised his right to walk away from a refundable transport contract.

P&O Ferrymasters Ltd (ACA Douai, 15 March 2016, n°14A00505) – Fixed establishment

A French company was held to be the fixed establishment of a company established outside of France in respect of its international maritime transport activity carried out for French customers. The Administrative Court of Appeal (ACA) considered that this activity was carried out in France, and that the attribution of this activity to the head office of the company in the UK would have led to an irrational outcome from a tax perspective. Thus, the French company was considered as being a permanent structure able, in light of its personnel and its material and logistical resources, to perform the whole supply of services in an autonomous manner. The ACA therefore held that the French tax authorities were right to have considered that, with respect to the principles governing the place of supply and the scope of VAT, the appellant company had a fixed establishment in France and that the supplies of services in question should be considered to have been made by it. In this respect, the ACA pointed out that although the appellant company maintained that the assessments which it had received constituted double taxation incompatible with the principle of VAT neutrality, arguing that its French customers would already have self-accounted for VAT under the reverse charge, it had provided no evidence proving that the transactions concerned by the assessments had already been subject to VAT in this manner. **The question remains open as to the nature of the evidence which would have been admitted.**

VAT Committee – 106th Meeting – Working papers

The Working papers concern, in particular, the following subjects: options arising from Articles 80, 167a, 199 and 199a of Directive 2006/112/EC, **evidence required for the exemption of intra-Community supplies, electronic services** (scope of the concept of electronically-supplied services, concept of "minimal human intervention" and the presumption contained in Article 9(a) of the Implementing Regulations), **treatment of an exportation of goods after their conversion in another Member State**.

For more information, please visit: <https://circabc.europa.eu/w/browse/34e01c3d-0256-4bf1-af3a-87aaadc1c8cf>

Self-supplies and input tax adjustments – Updated guidance

In March 2016, the French tax authorities updated their official guidance (BOFiP) following the reform of the rules governing self-supplies brought in by the business simplification law of 20 December 2014.

Contacts

Michel Guichard
Email: mguichard@taj.fr

Odile Courjon
Email: ocourjon@taj.fr

Bertrand Jeannin
Email: bjeannin@taj.fr

William Stemmer
Email: wstemmer@taj.fr

Nicolas Kazandjian
Email: nkazandjian@taj.fr

Anne Gerometta
Email: agerometta@taj.fr

Vanessa Irigoyen
Email: virigoyen@taj.fr

Marie Manuelli
Email: mmanuelli@taj.fr

Delphine Nicault
Email: dnicault@taj.fr

Mélanie Michenot
Email: mmichenot@taj.fr

NEUILLY • BORDEAUX • LILLE • LYON • MARSEILLE